



SAGA | Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée

ÉTUDE DE CAS

Février 2022

INITIATIVE «SI AT FIKI»: ENSEMBLE, ALLONS DE L'AVANT!

Pour une agriculture résiliente et l'entrepreneuriat des jeunes dans la zone du Léhar, région de Thiès

Dans le cadre du projet **Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée (SAGA)**, la FAO coordonne différentes initiatives pilotes sur le renforcement des capacités adaptatives de la société civile au Sénégal et en Haïti. Dans ce contexte, de septembre 2020 à janvier 2021, l'organisation Mer et Monde a mené l'initiative «Si At Fiki» en collaboration avec les groupements de femmes et les communautés des villages de Dougnane, Térakh, Yendane et Pandiènou, dans la zone du Léhar, région de Thiès, au Sénégal.

L'initiative «Si At Fiki» vise à améliorer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés du Léhar en renforçant les capacités d'adaptation des producteurs(trices) et en favorisant l'autonomie financière et l'insertion des femmes et des jeunes en agriculture. **À travers l'approche champ-école des producteurs(trices) (CEP), l'initiative a permis de former 20 facilitateurs(trices) en CEP, dont 12 jeunes et 13 femmes, ainsi que 62 producteurs(trices), dont 23 jeunes et 58 femmes, aux pratiques maraîchères résilientes et à la création et la gestion d'entreprise.** L'initiative a également contribué à renforcer les liens entre producteurs(trices) de différents villages et à améliorer la gouvernance des groupements de femmes existants en vue de favoriser la création d'activités génératrices de revenus. Enfin, en réponse aux enjeux d'augmentation des revenus agricoles, l'initiative «Si At Fiki» a initié les 20 facilitateurs(trices) à l'entrepreneuriat et à la gestion d'entreprise.





©Mer et Monde

UNE DOUBLE CRISE CLIMATIQUE ET ÉCONOMIQUE

Dans les villages de Dougnane, Térokh, Yendane et Pandiérou, sur le territoire du Léhar, au nord de Thiès, l'agriculture est la principale activité économique. Les ménages agricoles y produisent principalement du mil, de l'arachide et du sorgho ainsi que des cultures maraîchères. Comme dans de nombreuses régions du Sénégal, les sols arides du Léhar sont fortement sensibles à la dégradation des ressources naturelles et à la désertification. Ces deux phénomènes impactent la fertilité des sols et sont aggravés par les effets des changements climatiques et la pression anthropique. Ils comptent aujourd'hui parmi les principales causes de diminution des rendements agricoles. En parallèle, la raréfaction croissante des pluies rend les activités maraîchères toujours plus difficiles à rentabiliser. En raison de la profondeur des réserves d'eau souterraine, l'accès à l'irrigation est en effet souvent trop coûteux pour les producteurs(trices) qui se retrouvent contraints d'abandonner la production maraîchère.

Ces enjeux climatiques aggravent la situation économique déjà difficile de la zone du Léhar. L'agriculture seule ne suffit plus à assurer un revenu supérieur au seuil de survie alimentaire, et la proximité du territoire avec la ville de Thiès induit une forte pression foncière (FAO, 2021). Les femmes sont en particulier affectées par cette concurrence pour l'accès à la terre: en raison d'inégalités de genre persistantes, les productrices font face à des difficultés d'accès aux ressources productives, aux formations et aux postes à responsabilités dans les chaînes de valeur agro-alimentaires

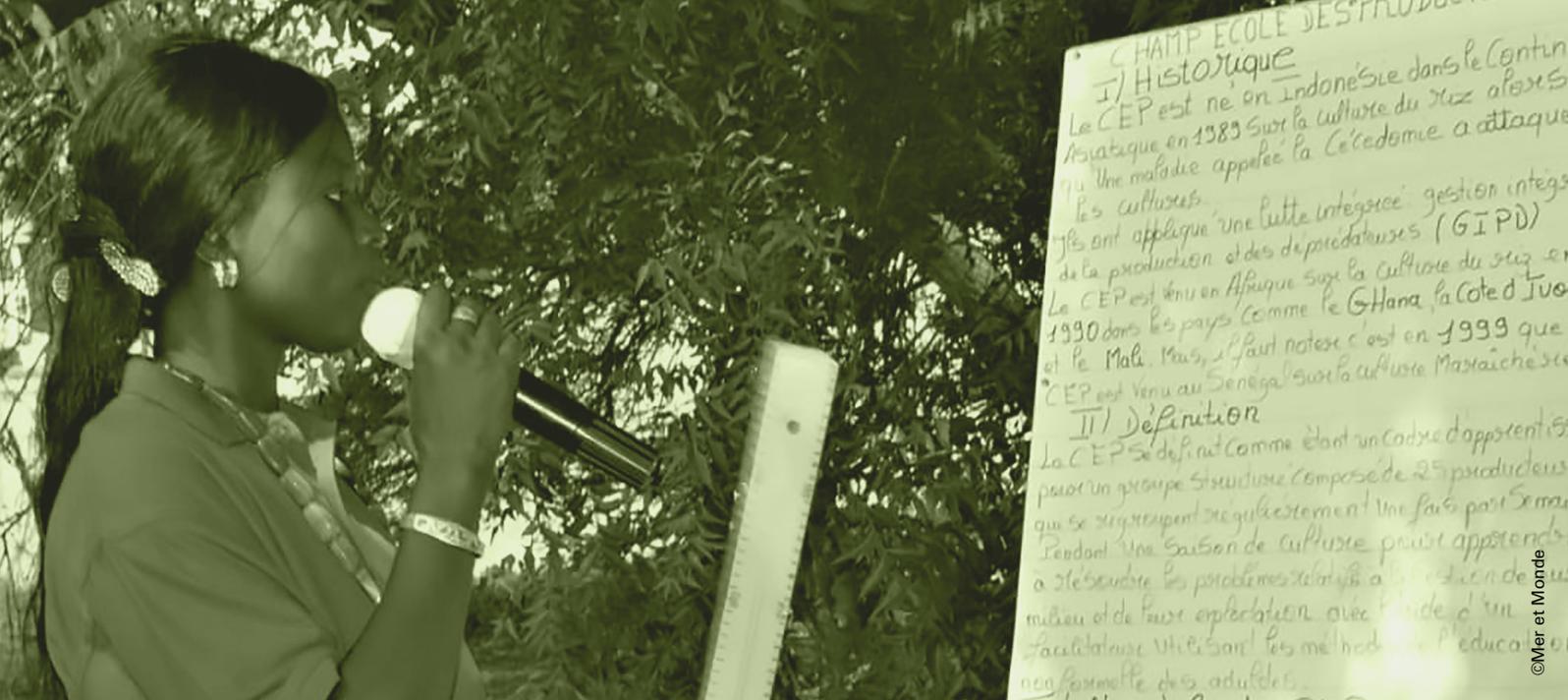
(FAO, 2018). Pour pallier ces enjeux, les femmes des villages de Dougnane, Térokh, Yendane et Pandiérou se sont rassemblées en quatre groupements de promotion féminine (GPF), soit un par village. Reconnus par le gouvernement depuis les années 1970, les GPF sont des instances d'échange et de partage des ressources destinées aux femmes. En stimulant le développement d'activités lucratives, ils permettent ainsi une augmentation des revenus.

Face aux difficultés climatiques et économiques présentes dans la zone du Léhar, les jeunes générations en particulier délaissent de manière croissante l'agriculture, en laquelle elles ne voient plus de perspectives de carrière, et migrent vers les villes à la recherche de meilleures opportunités. L'agriculture dans le Léhar présente pourtant encore des potentialités qui pourraient être exploitées, notamment à travers une transition vers une agriculture résiliente au climat et le développement de compétences en gestion d'entreprise, marketing et commercialisation. L'initiative «Si At Fiki» a souhaité contribuer à ces deux objectifs en s'associant avec quatre villages du Léhar pour développer une formation duale en maraîchage et entrepreneuriat pour les producteurs(trices). En complément des formations, les activités ont cherché à encourager le réseautage et la coopération entre producteurs(trices) et entre villages, contribuant ainsi à pérenniser les connaissances acquises lors des formations et à faciliter leur diffusion au sein des communautés.

RENFORCER LA COOPÉRATION POUR UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE

Avec des effectifs pouvant atteindre 167 femmes chacun, les quatre groupements des villages de Dougnane, Térokh, Yendane et Pandiérou, ont été au cœur de l'initiative «Si At Fiki». Afin de soutenir leurs efforts de collaboration, l'initiative a appuyé la mise sur pied d'une structure commune regroupant les quatre groupements de promotion féminine partenaires. Cinq séances d'échange ont permis d'accompagner les groupements dans la

priorisation de leurs besoins respectifs et de leurs moyens d'action. Les agriculteurs(trices) ont souligné un besoin de renforcer la gouvernance et l'organisation des groupements, ainsi que le transfert de connaissances sur les pratiques résilientes face au climat. Par la suite, un comité de démarrage regroupant 17 femmes et un homme issus des quatre villages a été mis en place et les échanges autour de la création de la structure ont pu commencer, en



© Mer et Monde

personne et via une plateforme virtuelle sur WhatsApp. Le comité de démarrage a tenu sa première rencontre formelle en mars 2020. Ce rassemblement a été l'occasion d'officialiser la création de la structure commune, et aussi d'entamer le renforcement des capacités des groupements avec une formation de deux jours sur la gestion administrative et financière. Cette formation a permis au comité de démarrage de s'informer sur les cadres juridiques possibles pour la structure commune et les rôles de chaque

membre. Les outils administratifs et financiers ont également été revus afin d'assurer une utilisation efficace et systématique des rapports d'activité, fiches de suivi des activités et autres outils de suivi des dépenses et recettes. Cette formation a également été l'occasion d'élire une présidente et une secrétaire dont le mandat sera de soutenir les prochains projets de la structure à savoir le marketing et la conservation de produits locaux issus de l'agriculture.

DES CHAMPS-ÉCOLES BIEN ANCRÉS DANS LES COMMUNAUTÉS

Le renforcement des capacités des groupements s'est poursuivi avec la formation de 13 productrices et sept producteurs, dont 12 jeunes (moins de 35 ans) à devenir facilitateurs(trices) en champ-école des producteurs(trices) (CEP). Les CEP sont des approches de vulgarisation agricole basées sur la participation active des producteurs(trices) et l'apprentissage par la pratique. Les activités développent chez les participant(e)s leurs capacités à identifier les contraintes rencontrées dans la production et leur permettent de prendre les décisions appropriées basées sur l'observation, l'analyse et l'évaluation de leurs pratiques culturales.

Les activités préalables ont joué un rôle essentiel pour mobiliser le plus grand nombre autour de l'initiative, notamment via: le renforcement du dialogue avec les autorités administratives (chefs de village, sous-préfet, maire) et religieuses (curé, imam) au niveau local; une communication de proximité (bouche-à-oreille); et une

large diffusion d'informations à travers des affiches et les radios communautaires. La mobilisation obtenue a permis aux quatre villages de contribuer à la réalisation de l'enquête de base visant à identifier les enjeux prioritaires pour améliorer la production et les ressources disponibles pour y répondre.

Les futurs facilitateurs(trices) ont ensuite été choisis parmi les volontaires pour être formés et une parcelle de 739 m² leur a été attribuée dans le village de Pandiéno pour l'expérimentation des pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques. La formation de facilitateurs(trices) (FdF) a ainsi pu commencer. Elle s'est déroulée en sept semaines réparties sur neuf mois et a permis de préparer de nouvelles personnes-ressources pour favoriser la diffusion des pratiques agricoles résilientes face au climat au sein des communautés du Léhar.

S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES: DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

La FdF a accompagné les participant(e)s vers une meilleure compréhension de l'impact des changements climatiques sur les cultures et la mise en place de stratégies d'adaptation basées sur des pratiques agricoles résilientes. Le déroulé des formations

a notamment inclus: (i) une partie théorique ayant permis de détailler les avantages du paillage, des haies vives et des brise-vents pour protéger la fertilité des sols; (ii) et une partie pratique ayant permis de tester sur les parcelles expérimentales des



©Mer et Monde

techniques culturales adaptées aux changements climatiques. Les producteurs(trices) ont par exemple mis en place la méthode zaï, qui est une pratique traditionnelle consistant à creuser des trous de 20 à 30 cm de diamètre et de profondeur en quinconce selon un écartement donné. Associée à une fertilisation organique, cette pratique permet de restaurer les terres dégradées, d'améliorer la fertilité des sols, de réduire l'érosion hydrique et de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol.

Les performances agronomiques de deux variétés d'aubergines ont également été testées par les facilitateurs(trices): l'aubergine Wandabal, une variété hybride, et l'aubergine Black Beauty, qui est une variété traditionnelle largement cultivée dans la région du Léhar.

Tout au long de la FdF, des experts sont aussi intervenus pour aborder des sujets spéciaux complémentaires aux formations en maraîchage. Ces sessions complémentaires ont commencé,

en raison du contexte sanitaire, par une sensibilisation aux gestes barrières pour la prévention de la covid-19, et ont permis d'ouvrir la formation à des modules tels que la nutrition, le micro-jardinage ou encore la fabrication de biopesticides moins polluants pour les écosystèmes que des intrants chimiques.

Les participant(e)s se sont également approprié les concepts de formation des adultes desquels découlent les bases pédagogiques des champs-écoles. Après avoir maîtrisé les différentes étapes de mise en place d'un champ-école, les facilitateurs(trices) en formation ont appris à créer et entretenir des dynamiques de groupes inclusives et à assurer un transfert efficace de l'information entre facilitateurs(trices) et participant(e)s. Une fois ces outils maîtrisés, les facilitateurs(trices) ont pu transmettre à leur tour leurs acquis à 62 producteurs(trices) issus de leurs villages en animant quatre CEP associés établis à Dougnane, Térokh, Yendane ou Pandiénou.

SOUTENIR L'INSERTION DES JEUNES DANS LES MARCHÉS LOCAUX

À la suite de la formation en CEP, les 20 facilitateurs(trices) nouvellement formés ont rejoint une session de formation de cinq journées complètes sur l'entrepreneuriat. L'objectif de cette semaine de formation animée par Mer et Monde a été de fournir aux participant(e)s les clés pour concevoir et mettre en place des

projets rémunérateurs (voir tableau 1 pour le détail des modules abordés). En s'appuyant sur des séances de brainstorming et des travaux de groupe, les animateurs ont pu renforcer l'entraide entre les facilitateurs(trices) et ainsi assurer une formation adaptée à des niveaux de scolarisation variés.

Tableau 1. Modules de la formation en entrepreneuriat

Module 1	Module 2	Module 3	Module 4	Module 5	Module 6	Module 7	Module 8
Définition des concepts: entrepreneur, entreprise, entrepreneuriat	Création d'entreprises, plan de carrière de l'entrepreneur	Analyse de l'environnement du projet entrepreneurial, entreprendre individuellement ou en groupe	Compétences et caractéristiques de l'entrepreneur, connaissance de soi et évaluation de son potentiel	Construction de projet et innovation, identification des besoins et des clients	Identifier les opportunités d'affaires et les parties prenantes du projet	Élaboration du modèle d'affaires	Principes de base pour réaliser un budget et calcul des coûts

À l'issue de la formation en entrepreneuriat, trois séances d'accompagnement personnalisé ont été réalisées dans chaque village afin d'accompagner les facilitateurs(trices) dans la réalisation de leurs plans d'affaires personnels.

En réutilisant les savoirs acquis lors de la FdF, 19 plans d'affaires ont ainsi été formulés: 13 projets de commercialisation de produits maraîchers issus de l'agriculture biologique, dont un basé sur du micro-jardinage, deux projets de transformation et commercialisation de fruits (vente de jus et sirops) et céréales (vente de pâte d'arachide, farine et semoule), et quatre projets de commercialisation de produits avicoles.

Pour les facilitateurs(trices), les objectifs premiers de ces projets sont d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, pour eux mais aussi leurs communautés, et ils espèrent également pouvoir s'associer avec d'autres producteurs(trices) de leurs villages pour ainsi créer de l'emploi et partager leurs compétences en agriculture résiliente.

Pour **Isabelle Demers, directrice du bureau de Mer et Monde au Sénégal**, la formation en entrepreneuriat a généré un réel engouement, en particulier chez les jeunes facilitateurs(trices): **«Tous avaient déjà une sensibilité pour l'entrepreneuriat et l'innovation mais cette formation a permis de la formaliser.** Nous avons pu également rappeler aux facilitateurs(trices) que l'entrepreneuriat n'est pas synonyme de grande entreprise. **Le petit producteur qui commercialise sa production, c'est déjà un entrepreneur».**

RÉSUMÉ DU PLAN D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR UNE FACILITATRICE DU VILLAGE DE DOUGNANE

Définition du projet

Culture et commercialisation de gombo, oignons, tomates et poivrons issus de l'agriculture biologique.

Objectifs

1. Répondre à la demande en produits sains et promouvoir une agriculture protégeant les sols et l'environnement.
2. Obtenir de meilleurs revenus et créer des opportunités d'emploi.

Définition des produits

En réponse à la diversité des préférences de la clientèle, du gombo, des oignons, des tomates et des poivrons biologiques seront proposés à la vente au détail.

Lieu de production

Parcelle de 300m² dans le village de Dougnane, dans la commune de Pambal, choisie pour ses conditions pédoclimatiques favorables et sa position stratégique pour réaliser de la vente directe.

Canaux de distribution

Vente directe et vente sur les marchés de Dougnane et des villages avoisinants.

Identification de la clientèle

Ménages voisins, revendeurs de légumes sur les marchés, et commerces locaux.

Identification de la concurrence

Plusieurs producteurs maraîchers conventionnels ont une clientèle fidèle à Pambal, mais il sera possible de se démarquer grâce à l'adoption de l'agriculture biologique.

Stratégie marketing

Affichage de flyers, et publicité sur la radio communautaire et via internet.

DES PERSPECTIVES PLUS RÉSILIENTES ET PRODUCTIVES

L'initiative «Si at Fiki» a permis de former un réseau de personnes ressources au sein de leurs communautés au maraîchage résilient au climat et à l'entrepreneuriat et de renforcer les capacités organisationnelles et la gouvernance de quatre groupements rassemblant plus de 400 femmes. Des résultats encourageants ont été obtenus:

- ▶ **Une structure commune regroupant quatre groupements de femmes**, outillée de plateformes de discussion virtuelles permettant la concertation, le réseautage et le partage de connaissances notamment sur les pratiques innovantes et résilientes aux changements climatiques.
- ▶ **Cinq périmètres maraîchers communautaires ont été établis dans les quatre villages pour accueillir les CEP.** L'implication des autorités institutionnelles et coutumières locales a favorisé le succès et la mobilisation des communautés en faveur de l'initiative.
- ▶ **20 nouveaux(elles) facilitateur(trices) en CEP, dont 62 pour cent de femmes et 38 pour cent de jeunes, ont été formés sur des pratiques maraîchères adaptées aux changements climatiques et plus productives.** La pratique du zaï au sein d'un itinéraire technique amélioré a permis d'obtenir un rendement d'environ 17 tonnes par hectare en gombo, soit 58 pour cent du rendement maximal atteignable, contre 24 pour cent pour la pratique paysanne. Si la disponibilité des ressources en eau reste un enjeu majeur, les

formations ont cependant généré un regain d'intérêt pour les activités maraîchères.

- ▶ **Les facilitateur(trices) ont démultiplié leurs acquis auprès de 62 producteurs(trices), dont 96 pour cent de femmes et 37 pour cent de jeunes.** Aujourd'hui, les facilitateurs(trices) continuent à échanger via un groupe WhatsApp qu'ils partagent avec les maîtres-formateurs. Très actif, ce groupe permet à chacun de recevoir des conseils et de partager ses bonnes pratiques agricoles.
- ▶ **Plusieurs d'entre eux pratiquent leurs nouvelles connaissances dans leurs parcelles familiales et continuent le partage de connaissances et l'expérimentation au sein de périmètres maraîchers communautaires.** Certaines parcelles des CEP, comme celles dans le village de Pandiérou, vont même s'agrandir. Les demandes de plusieurs villages voisins pour avoir accès à ces nouvelles connaissances représentent l'envergure du besoin d'adaptation des cultures dans la zone.
- ▶ **L'initiative a renouvelé la motivation des producteurs(trices) pour trouver des solutions pour s'approvisionner en eau à un prix abordable.** Grâce au soutien du gouvernement du Québec (Canada), des panneaux solaires ont pu être installés dans le village de Pandiérou. Grâce à eux, les coûts en énergie associés à l'approvisionnement en eau ont diminué et sont redevenus abordables pour les producteurs(trices).

Joséphine Ngoné Faye, une des facilitatrices nouvellement diplômée, témoigne des bénéfices de l'initiative: «La formation nous a permis d'apprendre comment planifier et mettre en œuvre un CEP et de nous approprier des techniques maraîchères adaptées aux changements climatiques. [...] Cela va nous aider, nous les jeunes de la localité, à lutter contre l'exode rural».

Les groupements et communautés du Léhar, Mer et Monde et la FAO poursuivront leurs efforts pour renforcer les acquis déjà obtenus lors des formations. Avec leurs plans d'affaires en main, la prochaine étape pour les facilitateurs(trices) sera d'accéder à des financements permettant leur mise en œuvre. Ils pourront pour cela compter sur l'appui du projet SAGA, qui souhaite faciliter l'accès aux connaissances sur les services financiers accessibles dans la région.

Les résultats et leçons apprises de cette initiative seront documentés et partagés dans le cadre du processus de planification de l'adaptation au niveau national au Sénégal.

Cette activité, combinée aux autres initiatives pilotes de renforcement des capacités de la société civile coordonnées par le projet SAGA, représente une opportunité d'informer le processus de plan national d'adaptation pour le secteur de l'agriculture (PNA Agriculture) à partir d'évidences non seulement scientifiques, mais aussi pratiques, et ainsi assurer son alignement aux besoins et intérêts des communautés rurales.

Bibliographie

FAO. 2021. *Diagnostic agraire dans le sud de la région de Thiès au Sénégal.* Disponible sur: www.fao.org/documents/card/en/c/cb3684fr

FAO. 2018. *Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural.* Disponible sur: www.fao.org/publications/card/fr/c/CA0044FR/

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Page web du projet SAGA:

www.fao.org/in-action/saga/fr

Album photo de l'initiative Champs-écoles des producteurs pour renforcer la résilience des populations du Léhar au Sénégal:

www.flickr.com/photos/faoftheun/sets/72157715296449177/with/50170194197/

Article sur la journée «portes ouvertes» virtuelle des champs-écoles paysans du Léhar:

www.fao.org/senegal/actualites/detail-events/fr/c/1372653/



Un partenariat technique et financier avec

Québec 



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO